

DOSSIER

Sobriété énergétique, entre liberté individuelle et décisions publiques

■ La sobriété est une belle vertu. Mais lorsque l'État nous y incite, n'est-ce pas pour faire oublier un défaut de gouvernance ? Quoi qu'il en soit, pour être « neutre en carbone » il faudra diminuer notre consommation d'énergie. Pourquoi vouloir y parvenir dès 2050 s'il est possible, sans dépenser davantage, d'éviter aux pays d'Afrique plus d'émissions de CO₂ que ce que nous émettrons à cette date tout en contribuant à leur développement ?

Henri Prévot, ingénieur général des mines à la retraite, auteur et coauteur de plusieurs livres et rapports sur les problèmes énergétiques.

La crise sanitaire puis la guerre de la Russie contre l'Ukraine ont gravement perturbé notre approvisionnement en énergie et en d'autres produits essentiels, à quoi s'est ajoutée l'indisponibilité temporaire de nombreux réacteurs nucléaires. Ces circonstances conduisent naturellement à s'interroger sur notre niveau de consommation à l'aune de la « sobriété ».

■ UN CONCEPT, PLUSIEURS NOTIONS

Sobriété mystique des ermites ; sobriété quasi religieuse dans notre relation à la Nature ; ou sobriété philosophique lorsqu'elle apporte la sérénité à qui se satisfait de ce qui lui est accessible ; sobriété de celui qui est content de l'exhiber ou de celui qui aurait honte d'en manquer ; sobriété pragmatique qui tient compte du coût de ces biens et de ces services dont on pourrait se passer, ou bien encore de leur effet sur sa santé ; sobriété contrainte, imposée par les faits ou par loi et les règlements. Ce sont des motivations individuelles. Pour qui se sent partie prenante d'une collectivité, il y a aussi une sobriété éthique qui n'accapare pas des biens dont d'autres auront besoin. Bien que très

différentes, ces motivations ne sont pas sans lien entre elles. Il peut arriver qu'un comportement « sobre » motivé par une contrainte éveille une motivation d'un autre ordre.

Libre à chacun de se laisser guider par telle ou telle de ces motivations en écoutant éventuellement des religieux, des philosophes, des moralistes à la condition que ceux-ci n'aient pas de pouvoir. En effet, dans une société libérale, le citoyen accepte que le pouvoir public intervienne par la fiscalité ou la réglementation sur la consommation de produits dangereux pour la santé ou pour l'environnement ou de produits essentiels qui manquent ou risquent de manquer ; il accepte aussi un prélèvement sur son pouvoir d'achat au bénéfice d'autres qui sont dans le besoin. Mais ce même citoyen reçoit avec réserve, sinon avec agacement, les appels du pouvoir politique à la « sobriété », le suspectant d'instrumentaliser cette belle vertu.

■ DES MATÉRIAUX ET MÉTAUX TRÈS DEMANDÉS À MOYEN ET LONG TERME

Dans les circonstances actuelles, sous l'effet d'une brutale hausse



Sous l'effet d'une brutale hausse des prix la consommation d'énergie a diminué et nous risquons de manquer d'électricité.

des prix la consommation d'énergie a diminué et nous risquons de manquer d'électricité. Est-il ici utile de parler de sobriété ? À moins que ce ne soit pour faire oublier des défauts de gouvernance : l'Union européenne dépendante de la Russie. En France, vingt ans d'attermoiement sur le nucléaire et mise au rebut en dix ans d'une capacité de production d'électricité pilotable effaçant toute marge de précaution.

À moyen et long terme, avec ce qu'il reste de pétrole, de gaz et surtout de charbon accessible à un coût que les consommateurs sont prêts à payer, avec le vent, le soleil et l'hydraulique, avec le nucléaire et la technique des réacteurs à neutrons rapides qui génèrent autant de combustible qu'ils en consomment, les coûts de l'énergie augmenteront sans doute mais les ressources mondiales sont surabondantes. L'État doit néanmoins intervenir sur la consommation d'énergie pour préserver notre sécurité d'approvisionnement. Avant d'aborder la question des émissions de CO₂, il faut dire un mot d'autres ressources qui risquent de devenir problématiques. La demande de matériaux et de métaux tels que cuivre, fer, cobalt,

manganèse, lithium, terres rares, augmentera beaucoup. L'exploitation des minerais, qui seront de moins en moins riches en métaux, demandera de plus en plus d'énergie. Les dépenses d'exploitation, y compris pour limiter ou effacer l'impact sur l'environnement, augmenteront. De combien ? Nul ne peut prévoir les progrès techniques qui permettront d'utiliser plus efficacement les matériaux les plus coûteux et d'en trouver d'autres plus disponibles¹.

L'augmentation des coûts entraînera naturellement une hausse des prix. Les consommateurs s'y adapteront en donnant la préférence aux objets dont la durée de vie est plus longue, en les réparant plutôt qu'en les remplaçant, en leur donnant une « seconde vie » et le jeu de la concurrence donnera un nouvel intérêt au recyclage. Si l'on veut y voir de la sobriété, celle-ci est banalement pragmatique, à moins que les consommateurs veuillent lui donner un autre sens².

■ AGIR EFFICACEMENT CONTRE LES ÉMISSIONS MONDIALES DE CO₂

Le cas du CO₂ est radicalement différent : il y a trop d'énergie fossile

accessible. Avec l'accord de Paris, les nations se sont données comme objectif de limiter la hausse de la température en la limitant en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels, et de préférence de limiter l'augmentation à 1,5 °C. Cela suppose que les émissions mondiales de gaz à effet de serre soient annulées avant la fin du siècle, ou avant 2050.

La dernière conférence des parties, la COP 27, a démontré que cette neutralité carbone à l'échelle mondiale ne sera pas atteinte dès 2050 : selon leurs objectifs déclarés, la Chine et l'Inde visent 2060 ou 2070 et, pour la plupart, les pays d'Afrique n'ont pas présenté d'objectifs.

Pour ce qui est de la France, si l'on ajoute les dépenses de production d'énergie sans émissions de CO₂ et les dépenses d'économie d'énergie, une des façons les moins coûteuses d'éviter les émissions est possible en

¹ L'énergie est utilisée par des machines, qui sont fabriquées avec des matériaux. Cela n'a pas comme conséquence logique qu'il faille diminuer la consommation d'énergie pour diminuer le besoin de matériaux.

² « Faire de nécessité vertu » permet de mieux accepter la contrainte.



© ARNAUD BOUÏSSOU / TERRA

L'objectif est de ramener à zéro la consommation d'énergie fossile, gaz, charbon et produits pétroliers ; non pas la consommation française mais la consommation mondiale.

remplaçant, nombre pour nombre, les réacteurs nucléaires actuels par des réacteurs plus puissants, ce qui ne sera pas possible d'ici 2050, mais sans doute, avec une forte impulsion politique, avant 2070. Or nous nous sommes donné comme objectif d'être neutres en carbone dès 2050.

Que l'échéance soit en 2050 ou en 2070 et quelle que soit la façon de produire l'électricité, notre consommation d'énergie diminuera. Pour atteindre la neutralité carbone dès 2050, il faudrait dépenser *beaucoup plus* en isolation thermique des bâtiments, à quoi s'ajoutent les « coûts échoués » causés par l'arrêt prématuré de filières de production performantes : équipements encore efficaces mis au rebut, reclassement et reconversion de personnels. Selon que la neutralité carbone est

visée pour 2050 ou 2070, la différence de dépenses dépasse largement 15 milliards d'euros par an.

Le CO₂, faut-il le dire, ignore les frontières. Il faut donc s'interroger : ne serait-il pas possible, avec les mêmes dépenses, de se donner comme échéance 2070 et d'éviter dans d'autres pays en 2050 plus d'émissions de CO₂ que ce que nous émettrons alors ?

En Afrique des réseaux électriques locaux remplaceraient ou éviteraient des groupes électrogènes et l'utilisation de bois pour la cuisson des aliments ; dès que ce sera possible, des petits réacteurs nucléaires à sécurité passive éviteraient des centrales au charbon ou au gaz. Est-ce réaliste ? Est-on sûr que l'argent ainsi proposé arriverait à sa

destination? Les enjeux sont tels que l'on ne peut s'arrêter à cette objection. Un mécanisme multilatéral tel que le mécanisme de développement propre orchestré par le protocole de Kyoto a montré son inefficacité. Étudions donc, avec quelques pays, des accords de coopération dont l'objet, débordant largement de l'énergie et l'effet de serre, porterait aussi sur la formation, le transfert de technologie, le développement industriel, la gouvernance à l'échelon national et local.

■ LA SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE, SOURCE DE GASPILLAGE ET D'INJUSTICE ?

L'objectif est de ramener à zéro la consommation d'énergie fossile, gaz, charbon et produits pétroliers ; non pas la consommation

française mais la consommation mondiale. Comment y parvenir ? Les actions menées par quelques jeunes activistes, aussi spectaculaires qu'insensées, sont le signe d'un désarroi que l'on retrouve dans les propos des scientifiques et dans les conclusions des COP climat successives. Les émissions de la France sont seulement 1 % des émissions mondiales. C'est peu ; le résultat de notre action sera insensible ; mais *il faut agir*, nous dit Kant³. Soit ! Mais agissons aussi efficacement et équitablement que possible !

Prenant du recul, voyons comment notre politique peut être perçue par les pays en développement, dont les besoins en énergie sont gigantesques et dont les

ressources financières sont limitées. Les pays développés ont créé le problème du CO₂ ; ils se disent prêts à faire de grosses dépenses pour être les premiers à ne plus en émettre alors qu'en investissant chez nous les mêmes sommes ils diminueraient tout autant, voire davantage, les émissions mondiales et ils nous feront remarquer que nous sommes en retard.

Essayons plutôt d'élaborer puis de mener conjointement avec des pays d'Afrique une stratégie bas-carbone qui serait plus efficace que des politiques nationales et qui, de plus, contribuerait au développement de ces pays et serait le support de coopérations avec cette Afrique qui s'éloigne de nous. Voici un sujet pour

la prochaine loi sur l'énergie. Et de quoi donner à notre sobriété énergétique une motivation éthique plus sensible, plus incarnée, que le froid précepte kantien. ■

Pour en savoir plus

Trop de pétrole ! Énergie fossile et réchauffement climatique

par Henri Prévot,
Éditions du Seuil, 2007.

Avec le nucléaire - un choix réfléchi et responsable

par Henri Prévot,
Éditions du Seuil, 2012.

³ *Agis uniquement d'après la maxime qui fait que tu peux vouloir en même temps qu'elle devienne une loi universelle". Phrase extraite des Fondements de la métaphysique des mœurs, œuvre de philosophie morale d'Emmanuel Kant parue en 1785.*



© DAMIEN CARLES / TERRA

La COP 27, a démontré que la neutralité carbone, à l'échelle mondiale, ne sera pas atteinte dès 2050.